

2019

PRIX DE L'ARTICLE SCIENTIFIQUE sur l'habitat social

Lauréats

Grand prix
Clément BOISSEUIL

Prix spécial
Laetitia OVERNEY



Éditorial	p.1
Présentation.....	p.2
Jury 2019.....	p.3
Mise en perspective des articles primés.....	p.4
Points de vue.....	p.10
Grand prix - Clément BOISSEUIL	p.12
Prix spécial - Laetitia OVERNEY	p.16

ÉCLAIRER LES ENJEUX, ENCOURAGER LA RECHERCHE SUR L'HABITAT SOCIAL

Depuis 2014, l'Union sociale pour l'habitat, la Caisse des Dépôts et l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts ont engagé ensemble une dynamique de coopération avec les milieux de la recherche : lancement d'un prix de thèse et de l'article scientifique sur l'habitat social, organisation de journées d'échanges entre chercheurs et acteurs de l'habitat avec le Réseau des acteurs de l'habitat et le Réseau recherche habitat logement (REHAL), publication régulière d'un répertoire de l'ensemble des travaux de recherche sur l'habitat et le logement, lancement de nouvelles recherches...

L'objectif fondamental de notre action conjointe est d'améliorer la compréhension d'un secteur d'activité, l'habitat social, qui représente 4,7 millions de logements en France, construits et gérés par quelque 660 organismes Hlm présents dans tous les territoires et accueillant environ 10 millions de personnes.

Les travaux des chercheurs permettent en effet de poser un regard pointu et objectif sur les enjeux actuels du secteur, tout en apportant un recul et une capacité de rupture très précieux pour les opérationnels. Il s'agit également de mieux faire connaître les problématiques des acteurs de l'habitat social aux chercheurs, ainsi que d'encourager les jeunes générations de chercheurs à développer des travaux dans notre domaine et d'inciter les enseignants et responsables de laboratoires de recherche à les orienter vers ce champ.

À travers ce prix, nous sommes heureux cette année encore de primer des articles scientifiques de très grande qualité sur des sujets aussi divers et éclairants que **les effets des dispositifs de participation des habitants aux projets de transformation de leur quartier et leur réception des objectifs de mixité sociale que ces projets comportent** (Clément Boisseuil) ou **la place et le rôle des femmes dans les quartiers d'habitat social au travers des archives télévisuelles des années 1960-1970** (Laetitia Overney).

Nous souhaitons que la présente publication incite tous les acteurs de l'habitat social à se saisir de ces travaux, particulièrement accessibles et bien rédigés, et à développer de nouvelles occasions de dialogue avec le monde universitaire et de la recherche.

Yannick Borde, président de Procvivis-UESAP, président du jury
Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat
Pierre Laurent, responsable du développement à la direction des prêts de la Banque des Territoires, vice-président du jury
Éric Lombard, directeur général de la Caisse des Dépôts

PRIX DE L'ARTICLE SCIENTIFIQUE SUR L'HABITAT SOCIAL

Des articles scientifiques de qualité, qui renouvellent la compréhension de l'habitat social

Créé en 2014, le Prix de la recherche sur l'habitat social attribué par l'Union sociale pour l'habitat, la Banque des Territoires et l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, récompense chaque année (prix de thèse une année, prix de l'article scientifique l'année suivante) les meilleurs travaux scientifiques qui contribuent à éclairer les enjeux du secteur du logement social : son économie, sa production, son renouvellement, sa gestion, ses usages, son histoire, son rapport aux politiques de l'habitat, sa contribution à la transition énergétique et écologique, à la cohésion sociale, ses qualités spatiales, tant au niveau national, voire international que local ou micro-local.

Pour cette édition 2019, il s'agissait de distinguer les meilleurs articles (ou chapitres d'ouvrages collectifs) publiés dans des revues scientifiques entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2018, par des chercheurs âgés de moins de 40 ans à la date de la publication. Ces articles, pouvant émaner de toutes les disciplines académiques, devaient également comporter des qualités de lisibilité et être facilement appropriables par un public de professionnels du secteur.

Un jury composé de professionnels et de chercheurs

Le jury a examiné les 20 articles concourant sous la présidence de Yannick Borde, président de Procvivis-UESAP, et la vice-présidence de Pierre Laurent, responsable du département

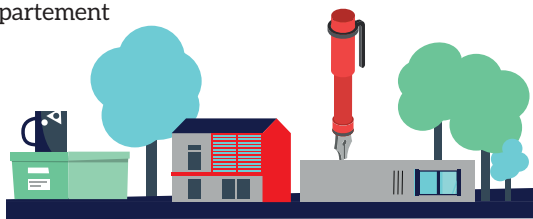
du développement à la direction des prêts de la Banque des Territoires. Composé de 18 membres, le jury compte également des dirigeants d'organismes Hlm, des membres de la Caisse des Dépôts et des universitaires et chercheurs reconnus. Hélène Peskine, secrétaire permanente du Plan urbanisme construction architecture (PUCA), fait partie du jury en tant que personnalité qualifiée.

L'organisation du prix a bénéficié des conseils du Réseau recherche habitat logement (REHAL) qui contribue à sa qualité et à sa portée scientifique. Le prix a également reçu le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et du PUCA.

L'organisation du prix bénéficie des conseils du Réseau recherche HABITAT Logement (REHAL), qui contribue à la reconnaissance de sa qualité et à sa portée scientifique. Le prix a également reçu le soutien du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, ainsi que du PUCA.

La valorisation des travaux

L'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts souhaitent faire connaître largement aux professionnels et militants du logement social, les travaux primés par le jury. En partenariat avec les revues dans lesquelles ils ont été publiés, les deux articles ont été largement diffusés sous format papier (tirés à part) et sont disponibles en ligne. Les jeunes chercheurs sont intervenus dans le cadre du Congrès Hlm de Paris et peuvent être invités dans différentes rencontres thématiques.





Président

Yannick Borde, président de Procvivis-UESAP

Vice-président

Pierre Laurent, responsable du département du développement à la direction des prêts de la Banque des Territoires

Personnalité qualifiée

Hélène Peskine, secrétaire permanente du Plan urbanisme, construction, architecture (PUCA)

Membres

Représentant l'Union sociale pour l'habitat et ses fédérations

- ▶ **Amélie Debrabandère**, directrice générale, Lille Métropole Habitat
- ▶ **Gérard Deygas**, président de Logivelay, membre du conseil fédéral de la Fédération des Coop'Hlm
- ▶ **Valérie Fournier**, directrice générale d'Habitat en région, présidente de la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat
- ▶ **José de Juan Mateo**, directeur délégué, PROCIVIS Immobilier
- ▶ **Laurent Juvigny**, directeur général, OPH de l'Angoumois

Représentant la Caisse des Dépôts

- ▶ **Thomas Audou**, directeur de projet, Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts
- ▶ **Guillaume Gilquin**, responsable du service des études, direction des prêts, Banque des Territoires

▶ **Yannick Kirchof**, chargé d'études, service des études, direction des prêts, Banque des Territoires

▶ **Isabelle Laudier**, responsable de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts

▶ **Louis-François Le Glass**, responsable des analyses financières pour la région Grand-Ouest, Banque des Territoires

Représentant l'université et la recherche

▶ **Jean-Yves Authier**, sociologue, professeur à l'Université Lyon 2, chercheur au Centre Max Weber (UMR 5283, CNRS)

▶ **Enrico Chapel**, architecte, professeur des ENSA, École nationale supérieure d'architecture de Toulouse, laboratoire LRA

▶ **Isabelle Garat**, maître de conférences en géographie et aménagement, Université de Nantes, laboratoire Espaces et Sociétés (UMR 6590, CNRS)

▶ **Marie-Christine Jaillet**, directrice de recherche au CNRS, laboratoire LISST-Cieu (UMR 5193, Université de Toulouse, CNRS. EHESS)

▶ **Valérie Sala-Pala**, professeur de science politique, université Jean-Monnet de Saint-Etienne, laboratoire Triangle (UMR 5206, CNRS)

.....
Secrétariat du jury

▶ **Dominique Belargent**, responsable des partenariats institutionnels et de la recherche, direction de la communication, l'Union sociale pour l'habitat



UN PRIX AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

La recherche scientifique dans le domaine de l'habitat et du logement est ancienne, émergeant au cours du XIX^e siècle au gré des préoccupations hygiénistes et de la question sociale du logement des ouvriers qui anime politiquement et socialement cette période (Moret, 1998). Ce champ d'étude se structure alors progressivement autour de trois entrées : le logement et l'habitat comme lieu de vie des ménages, comme activité de production urbaine inscrite dans un marché et comme objet de politiques publiques (Miot, à venir). Pour chacune de ces entrées, des approches disciplinaires se dessinent, mobilisant histoire, sociologie, économie, science politique, géographie, architecture et enfin urbanisme et aménagement tandis que de nombreux travaux s'inscrivent dans une pluridisciplinarité et une interdisciplinarité de plus en plus indispensables. Si ces approches organisent, dans le temps, la production de la recherche scientifique, elles sont aussi traversées par des recompositions, par l'émergence de nouveaux enjeux qui témoignent des préoccupations et des problèmes nouveaux traversant nos sociétés (Bourdin et al., 2019). Construire et articuler des réponses à ces défis peut être considéré comme le propre de l'action publique urbaine qui, de ce fait, est nécessairement en constant renouvellement. Parallèlement, la recherche urbaine n'est pas en reste. Le prix de l'article scientifique sur l'habitat social de cette année entre pleinement en résonance avec ces constats. En effet, les deux articles primés, par les objets qu'ils proposent, rendent à la fois compte de deux logiques de mutations de la recherche sur l'habitat tout en s'inscrivant dans les approches structurantes de leur champ scientifique.





DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT

Participation et rénovation urbaine

D'un côté, l'article de Clément Boisseuil, tout en travaillant sur les politiques du logement et de l'habitat, montre comment l'activité de recherche se saisit de nouveaux enjeux d'action publique et cherche à en analyser les pratiques et leurs effets. En effet, celui-ci s'intéresse à la manière dont des dispositifs participatifs développés dans le cadre d'une politique de rénovation urbaine sont saisis par les destinataires pour infléchir la démolition-reconstruction de leur quartier d'habitat social à Chicago, les *Lathrop Homes*. Cet article s'inscrit donc à la fois dans la continuité des nombreuses recherches, développées en urbanisme et en sociologie de l'action publique, s'intéressant aux politiques publiques portant sur le peuplement des quartiers via la mise en œuvre du concept de mixité sociale, mais il propose aussi de les analyser au prisme d'un nouvel instrument de mise en œuvre : des instances de participation.

L'analyse des dispositifs participatifs est un champ de recherche vivace dans le domaine de l'habitat et du logement qui s'est imposé progressivement au fur et à mesure du développement d'un impératif participatif dans les politiques publiques au cours des

L'analyse des dispositifs participatifs est un champ de recherche vivace dans le domaine de l'habitat et du logement.

années 2000. En effet, en France comme ailleurs, la participation est désormais consacrée dans la loi, et plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'intervenir dans les quartiers en difficulté et qui font l'objet de programmes de rénovation urbaine. Ce nouvel enjeu a été saisi par la recherche selon trois optiques : comme un processus de transformation des démocraties occidentales (Blondiaux, 2008); à travers les instruments portés par les pouvoirs publics (Carrel, 2013; Gourgues, 2016; Céfaï et al., 2012); à travers les effets de ces démarches (Desponds et al., 2014; Deboulet et Deboulet, 2014; Demoulin, 2016).

L'article s'inscrit dans cette troisième optique. Fondé sur une enquête empirique, il a pour objectif d'analyser les effets concrets d'un dispositif participatif à la croisée de la sociologie de l'action publique et de la sociologie de la participation. Il rend compte de la manière dont les destinataires de la participation portent leurs revendications sur la scène publique locale et municipale et suscitent débats et conflits grâce et à travers les dispositifs participatifs proposés par les acteurs publics et privés. Si les destinataires obtiennent des modifications du projet, passant de la démolition à une part substantielle de réhabilitation, ils ne réussissent pas pour autant à



infléchir les grands objectifs et les principes fondateurs du projet qui, eux, ne varient que peu dans le temps et sont confirmés quinze ans après leur définition : si les principes de démolition-reconstruction sont infléchis, la logique de mixité sociale demeure l'objectif cardinal du projet alors qu'il apparaît fortement contesté. Ainsi, la mobilisation permise n'est un succès que sur les moyens de mise en œuvre du projet.

Le rôle central des femmes dans les quartiers d'habitat social

D'un autre côté, l'article de Laetitia Overney rend compte de la manière dont des questions de recherche anciennes, structurantes de l'analyse sur le logement, se recomposent et se transforment en lien avec de nouvelles sources et de nouveaux questionnements de recherche. Abordant le logement comme le lieu de vie des ménages, son article analyse le travail des femmes dans les grands ensembles à travers des archives télévisuelles, en se centrant sur deux portraits principaux de femmes. Il s'inscrit dans les thématiques actuelles de recherche qui visent à saisir, dans une dimension plus intersectionnelle, les inégalités et les rapports sociaux. Alors que les recherches ont souvent adopté une entrée par classe sociale pour analyser les pratiques des habitants dans leurs quartiers,

Les recherches actuelles tentent de saisir les individus dans leurs différentes inscriptions sociales, notamment de genre et de race.

les recherches actuelles tentent, à la suite de travaux prenant en considération le genre comme facteur d'inégalités (Mies, 1988 ; Gollac, 2017 ; Skeggs, 2015), de saisir les individus dans leurs différentes inscriptions sociales, notamment celles de genre et de race. Ainsi, l'article donne à voir le travail des femmes de classes populaires dans des quartiers d'habitat social français dans un contexte de transformation graduelle de la condition des femmes durant les Trente Glorieuses. Son article rend compte des formes d'organisation des femmes des classes populaires à l'échelle de leur foyer et de la vie collective. À travers ces deux portraits principaux, l'article met en exergue l'importance du travail de soin aux autres (Molinier, 2013) qu'assument les femmes, qu'il s'agisse du soin prodigué aux membres du foyer, mais aussi aux voisins, aux membres du quartier : le premier portrait montre comment l'ensemble de la vie d'une femme au foyer appartenant à la classe ouvrière est tendue vers la subsistance du ménage (Mies, 1988) : ménage, couture, préparation des repas, activité économique d'appoint, budget, courses, éducation des enfants, démarches auprès des administrations, ces tâches colonisant le temps disponible ; le second portrait, celui d'une commerçante et militante, témoigne là encore du rôle de la femme dans une activité



de soin apporté aux autres et dans un travail d'accompagnement des autres locataires permettant l'accès aux droits.

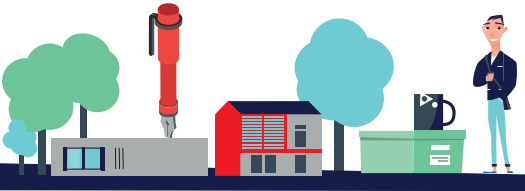
Les apports des décadrages contextuel et temporel

Au-delà, les deux articles primés offrent des décalages par rapport à l'actualité du monde professionnel du logement social. En effet, le premier s'inscrit dans un contexte états-unien, présentant de fortes différences avec le contexte d'exercice des organismes de logement social français, tandis que le second s'inscrit dans une démarche historique. Pour autant, ces deux décadrages contextuel et temporel, qui sont au cœur de la démarche scientifique, sont riches d'enseignements du point de vue du monde professionnel français. Le premier rappelle le caractère international des démarches de rénovation urbaine, en continuité avec d'autres travaux de recherche menés par ailleurs. La politique décrite à Chicago entre pleinement en résonance avec les deux phases de rénovation urbaine touchant les quartiers d'habitat social français, mais aussi avec les expériences menées en Allemagne, au Royaume-Uni ou encore aux Pays-Bas. Il montre que les controverses scientifique et politique autour de la mobilisation de la notion de mixité sociale pour justifier des dé-

Ces deux décadrages sont riches d'enseignements du point de vue du monde professionnel français.

molitions et de ses effets sont largement partagées. Là-bas comme ici, la question des effets de la proximité spatiale de groupes sociaux diversifiés reste difficile à analyser. Là-bas comme ici, malgré des résultats mitigés et les controverses qu'il suscite, le principe de mixité sociale reste l'objectif central de l'action dans les quartiers d'habitat social et ce, malgré les difficultés croissantes des ménages « ayant droit » à accéder au logement social. De même, là-bas comme ici, le débat met en lumière le risque de résidualisation de l'offre sociale dans le fonctionnement des marchés locaux de l'habitat. Enfin, l'article montre comment des instances participatives fondées sur des organisations de quartier peuvent jouer un rôle dans la construction du projet d'aménagement. Cet aspect est particulièrement intéressant par rapport aux instances participatives françaises, telles que les conseils citoyens. Ainsi, les groupes locaux semblent avoir d'autant plus d'influence qu'ils agissent en interrelation avec d'autres relais de pouvoir (élus, autres associations, journaux locaux) et qu'ils sont connus et reconnus dans leur communauté.

Le second article, ancré dans une approche socio-historique, montre le rôle des femmes dans le fonctionnement des quartiers d'habitat social, tant parce qu'elles assurent l'es-



sentiel du travail domestique que par leurs engagements en faveur du quartier. Ainsi, la journée de Micheline, décrite par Laetitia Overney, ressemble à celles que peuvent analyser les enquêtes ethnographiques récentes dans les quartiers populaires (Collectif Rosa Bonheur, 2017) : activité de soin aux membres du ménage, à la parentèle, démarches administratives, petite activité de production, le tout nécessitant la plus grande disponibilité. De même, aujourd'hui comme hier, les femmes apparaissent centrales dans les institutions socio-éducatives des quartiers, qui, à l'époque étudiée par Laetitia Overney, sont en émergence. Cependant, si le rôle qu'elles y jouent, comme l'auteure le montre, s'est affirmé au cours du temps, leur participation est devenue aussi plus fortement encadrée. Cet encadrement relève de deux registres. Le premier concerne la professionnalisation du travail social : les personnes organisant les activités sont des salariés et n'appartiennent plus aux mêmes classes sociales que les usagères et bénévoles de ces institutions. La seconde réside dans la tendance croissante à la conditionnalité des aides sociales à la participation à des activités dans ces institutions. Ainsi, le travail des femmes change en partie de na-

Le travail des femmes dans les institutions socio-éducatives des quartiers change en partie de nature : il s'agit moins exclusivement d'une activité militante que d'une forme de travail gratuit contraint.

ture : il s'agit moins exclusivement d'une activité militante que d'une forme de travail gratuit contraint (Simonet, 2018). Au final, le décalage temporel permis par cet article, s'il montre des évolutions dans la condition des femmes, témoigne aussi du caractère progressif et socialement inégalitaire de ces transformations.

En conclusion, le prix de l'article scientifique sur l'habitat social témoigne autant des permanences que des recompositions d'un champ scientifique riche. De même, il montre, si besoin en était, que la recherche inscrite dans

une démarche internationale ou historique, même si elle n'est pas directement connectée aux préoccupations de l'action publique, éclaire les pratiques, les enjeux et les problèmes actuels des mondes professionnels. **Y.M.**





Blondiaux, L. (2008), *Le Nouvel Esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil.

Bourdin, A., Casteigt, M., Idit, J., 2020, *L'action urbaine face aux mutations sociétales*, éd. de l'Aube, Paris.

Carrel, M. (2013), *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions.

Collectif Rosa Bonheur, 2017, « Des « inactives » très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 18 mai 2017, consulté le 21 octobre 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/traces/6862>

Collectif Rosa Bonheur, 2019, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, éd. Amsterdam, Paris.

Céfaï, D., Carrel, M., Talpin, J., Eliasoph, N., Lichterman, P. (2012) « Ethnographies de la participation », *Participations*, 4, p. 7-48.

Deboulet, A., Lelévrier, C. (dir.), 2014, *Rénovations urbaines en Europe*, Presses Universitaires de Rennes, 362 p.

Demoulin, J., 2016, *La gestion du logement social. L'impératif participatif*, Presses Universitaires de Rennes.

Desponds, D., Auclair, E., Bergel, P., Bertucci, M.-M. (dir.) (2014), *Les Habitants : acteurs de la rénovation urbaine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Gollac, S., 2017, « Le genre caché de la propriété dans la France contemporaine ». *Cahiers du Genre*, 62(1), 43-59.

Gourgues, G., 2016, « Les pilotes invisibles de la participation publique. Le "fichier des 11 000" et la démocratie participative en région Rhône-Alpes », *Gouvernement et action Publique*, 2 (2), p. 51-78.

Mies Maria, 1988, *Patriarchat und Kapital. Frauen in der internationalen Arbeitsteilung*, Zürich, Rotpunktverlag.

Miot, Y., à venir, « Logement et habitat : portrait d'un champ scientifique », in Bognon, S., Magnan, M., Maulat, J. (dir.), à venir, *Manuel de théories en urbanisme*, Armand Colin, Paris.

Molinier, P., 2013, *Le travail du care*. Paris : La Dispute, coll. *Le genre du monde*, 222 p.

Moret, F., 1998, « Le logement et la question sociale (1830-1870) », in Segaud, M., Bonvalet, C., Brun, J., (dir.), 1998, *Logement et habitat. L'état des savoirs*, éd. La Découverte, Paris, pp. 19-27.

Simonet, M., 2018, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Textuel.

Skeggs, B., 2015, *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*, Marseille, Agone.

Hélène Peskine,
secrétaire permanente du
Plan urbanisme, construction,
architecture (PUCA)

Le prix de la recherche sur l'habitat social au jury duquel j'ai le plaisir d'avoir participé encore cette année est très représentatif du travail de médiation nécessaire entre le monde de la recherche et celui des opérateurs du logement et plus largement de la ville. C'est une des missions importantes du Puca à laquelle nous apportons une grande attention au quotidien, et je suis particulièrement intéressée par le fait que d'autres grands acteurs nationaux, l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts, partagent cette conviction et aient pris cette initiative. Le succès qu'elle rencontre tous les ans montre que les chercheurs souhaitent s'adresser aux acteurs, à partir des travaux qu'ils conduisent. Ce prix permet de mettre en lumière deux articles de qualité qui sont accessibles et parlent au plus grand nombre. La recherche vient ainsi s'intéresser à ce qui fait le quotidien des organismes Hlm : la participation des habitants, le rôle des femmes dans les quartiers d'habitat social.

Yannick Borde,
président de Procvivis-UESAP,
président du jury

Il est remarquable qu'au travers de ce prix de la recherche nous détectons de nombreux travaux que pour la plupart nous ne connaissions pas et qui pourtant traitent de sujets qui sont au centre des activités des équipes du logement social, bailleurs ou acteurs de l'accès sociale à la propriété. Pour cette année par exemple : la vente Hlm, la précarité énergétique, la Vefa, le logement des personnes âgées, des populations immigrées et les phénomènes de ségrégation, l'usage grandissant des technologies dans le logement, les trajectoires résidentielles... Pour ce qui concerne les deux articles primés, on peut remarquer qu'ils nous font faire un détour, géographique pour l'un, historique pour l'autre, avant de nous ramener aux questions très actuelles que nous avons à traiter : la participation des habitants, la mixité sociale ou le rôle et la place des femmes dans les quartiers. Ce n'est pas un hasard, cela manifeste la nécessaire prise de recul dont en tant qu'acteurs nous avons besoin et que les travaux et plus encore les démarches présentées par ces jeunes chercheurs nous aident à tenir.

Marie-Christine Jaillet,
directrice de recherche au CNRS, laboratoire
LISST-Cieuh, Université de Toulouse

Les deux articles retenus par le jury sont issus de démarches de recherche robustes sur le plan scientifique, tant sur le plan des méthodes que des concepts mobilisés qui empruntent d'ailleurs à des univers disciplinaires différents. L'article lauréat insiste sur la question centrale de la temporalité des processus participatifs, de leur nécessaire durée, question trop souvent négligée : s'engager dans ces démarches nécessite de leur donner du temps pour permettre l'expression, la compréhension, l'échange et le débat. Il montre également comment les processus participatifs ne peuvent plus se réduire à la concertation dans la mesure où une partie de nos concitoyens aspire à être associée à la définition même des projets, dans une logique qui relève de la coproduction. Le prix spécial couronne une approche originale par le matériau mobilisé. Celle-ci repose sur une posture empathique (« empreinte d'humanité ») de l'auteure à l'égard des femmes dont elle dresse le portrait, posture qui ne nuit en rien à la rigueur scientifique de la démarche. L'article s'inscrit dans un ensemble de travaux qui appelle à prendre en considération la dimension du genre comme constitutive de la réalité sociale, ici dans les modes d'habiter son logement et son quartier. Il invite les acteurs à s'intéresser à la place des femmes dans les quartiers d'habitat social, et en particulier à la manière de les mobiliser dans la vie des cités et d'y reconnaître leur rôle.

Pierre Laurent,
responsable du département du développement de la direction
des prêts de la Banque des Territoires, vice-président du jury

Au travers du prix créé depuis 2014 avec l'Union sociale pour l'habitat, nous poursuivons un double objectif. Intéresser les jeunes chercheurs à nos sujets et contribuer ainsi à la réflexion sur le logement social afin de nourrir les innovations dans les nombreuses dimensions qu'ils recouvrent, économiques, sociales, architecturales, technologiques, organisationnelles... À cet objectif s'en ajoute un autre qui constitue son pendant : diffuser et mieux faire connaître ces travaux académiques, parfois confidentiels, aux professionnels de l'habitat social afin qu'ils s'en emparent, qu'ils se les approprient. Cette dynamique est d'ailleurs déjà à l'œuvre dans les travaux mêmes du jury, puisque ces membres viennent d'horizons différents, du monde universitaire et des milieux professionnels de l'habitat social : ils engagent cette appropriation des travaux de recherche au travers de leurs échanges et de leurs débats approfondis. Cette année, le jury a distingué deux articles de grande qualité, qui frappent également par leur originalité, tant au niveau des sujets traités que des méthodes mises en œuvre.

2019 GRAND PRIX CLÉMENT BOISSEUIL

« *Ce que la participation fait à l'action publique. Le cas du plan de transformation de Lathrop à Chicago* ».

Article publié en 2018 dans la revue *Gouvernement et Action Publique* aux Presses de Sciences Po.



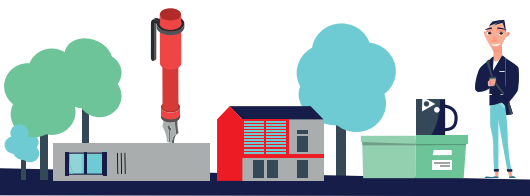
Clément Boisseuil a obtenu son doctorat en sociologie politique comparée au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po où il est aujourd'hui chercheur associé. Pendant ses études, il fait un séjour académique aux États-Unis à Boston, puis à Chicago où il observe les principes et les enjeux de la participation. L'article primé est inspiré de sa thèse sur la mise en œuvre de la mixité et de la rénovation urbaine dans les métropoles de Paris et Chicago. Depuis septembre 2018, il est chargé d'études à la Fondation pour la Recherche Sociale (FORS-RS).

clement.boisseuil@sciencespo.fr



L'article traite des problématiques et des effets de la participation des habitants dans un contexte de transformation profonde de leur quartier, analyse conduite au travers d'observations et d'entretiens réalisés sur trois années. L'article expose de manière très pertinente l'état de la recherche sur la participation et propose un cadre théorique compréhensif des dynamiques participatives. Il défend que la participation a plusieurs effets concrets. Il explore également les limites des processus participatifs, plus souvent centrés sur les aspects opérationnels et instrumentaux que sur les objectifs poursuivis par les projets.

Cet article propose de faire le lien entre la sociologie de l'action publique et la sociologie de la participation afin de mieux comprendre les effets des dispositifs et processus participatifs sur la réalisation des programmes d'action publique.



RÉSUMÉ

Pour cela, il étudie le développement et les effets de la mobilisation des habitants d'un quartier d'habitat social de la ville de Chicago. Dans ce quartier, un projet de rénovation des logements sociaux dégradés et de diversification de l'habitat en vue de la création d'une « communauté socialement mixte » est en cours depuis 2000. Il s'agit de créer un nouveau quartier composé d'un tiers de logements sociaux, un tiers de logements abordables (affordable) et un tiers de logements au prix du marché (en location ou accession). Or, les habitants et les associations locales se sont mobilisés contre ce projet au travers et à partir des instruments participatifs mis à leur disposition. Ils ont obligé les promoteurs du projet à repenser et adapter leurs principes d'intervention.

L'article s'appuie sur une enquête qualitative par observations et entretiens semi-directifs conduite entre 2012 et 2014 au plus près des résidents et des acteurs associatifs du quartier de *Lathrop Homes* dans le Nord de Chicago. Il montre que la participation effective des bénéficiaires du projet, peut engendrer le ralentissement, voire le blocage des projets d'action publique, contrairement à l'idée d'une ineffectivité ou d'une manipulation irrémédiable des dynamiques d'inclusion des bénéficiaires à la réalisation des projets urbains.

L'article défend que la participation des habitants et des acteurs concernés par un programme public induit plusieurs effets concrets. Il propose un cadre théorique compréhensif d'analyse des dynamiques participatives. Inspirée des travaux de la sociologie des mouvements sociaux, et en particulier de ceux de Douglas McAdam, Charles Tilly et Sidney Tarrow, cette proposition théorique associe trois niveaux d'analyse pour rendre compte des effets concrets, matériels et immatériels, de la participation dans les quartiers populaires.

Premièrement, la participation est analysée comme « fenêtre d'opportunité » pour la mobilisation des citoyens et des habitants. Deuxièmement, l'article souligne que les dispositifs participatifs constituent des « structures mobilisatrices » au sein desquels les locataires sociaux et les militants associatifs peuvent se connaître, échanger et s'organiser. Troisièmement, il ressort que la participation permet de « cadrer » les revendications des bénéficiaires. Ces trois étapes, schématiques et non linéaires, engendrent chacune des effets concrets. Cependant, leur développement et leurs incidences ne préjugent pas de la transformation effective des programmes d'action publique. En effet, dans le cas précis, le projet est adapté et non repensé à l'aune des protestations citoyennes ayant émergé dans le quartier de *Lathrop* et à l'échelle municipale.



Confronté à la protestation des habitants et de diverses associations, le promoteur à l'origine du projet de renouvellement et conduisant le processus participatif obligatoire dans ce cadre, a dû adapter son projet aux revendications des habitants-bénéficiaires. Pourtant, l'article montre que les principes initiaux à l'origine du projet de « communauté socialement mixte » n'ont pas été repensés par le promoteur et par l'autorité municipale en charge de l'habitat social de Chicago. L'apprentissage permis par la participation se cantonne aux aspects opérationnels et instrumentaux de l'aménagement du quartier, et non pas à la philosophie d'intervention urbaine, sociale et politique dans les quartiers d'habitat social.

Finalement, cet article montre que la participation peut dépasser le cadre qui lui a été initialement assigné par les décideurs publics ou privés. Elle peut entraîner le ralentissement, voire le blocage, des projets publics, ce qui contredit l'idée d'une manipulation inéluctable des dynamiques collaboratives comme il a pu être relevé dans la littérature spécialisée. Cependant, l'hypothèse selon laquelle l'inclusion des habitants et des acteurs locaux conduirait à une adaptation nécessaire des programmes publics doit être nuancée. Le degré d'apprentissage des acteurs publics (et privés dans une certaine mesure) demeure fonction de leur capacité à entendre, comprendre et prendre en compte les revendications des publics-bénéficiaires.

Entretien avec Clément Boisseuil

Comment avez-vous eu l'idée de réaliser cet article ?

L'article est issu de ma thèse soutenue en 2016 et qui traitait de la question de la mixité sociale dans des contextes de rénovation urbaine en comparant les situations des métropoles de Paris et Chicago. Dans cet article, j'ai tenté d'approfondir les débats théoriques sur la participation des habitants qui opposent les tenants de la participation et ses détracteurs, sans que les effets concrets des processus participatifs ou contestataires aient suffisamment été réellement observés et analysés. Je voulais essayer de faire progresser ce débat à partir de mon expérience de terrain. Le cas de ce quartier de Chicago

me paraissait intéressant car, au moment où j'y suis arrivé pour mon travail de thèse, un mouvement de contestation de grande ampleur s'était déclenché.

Comment avez-vous travaillé et que mettez-vous en évidence ?

J'ai cherché à comprendre comment on en était arrivé là près de 15 ans après le démarrage du processus de concertation. J'ai donc tenté de reconstituer à l'aide de documents et de témoignages divers, les différentes étapes du processus et surtout d'en saisir le sens. J'ai analysé l'ensemble des rapports municipaux et locaux, ainsi que les comptes rendus de réunions en lien avec le projet. J'ai



également conduit 38 entretiens semi-directifs à Chicago dans le but d'interroger l'ensemble des parties prenantes du projet : élus locaux, représentants de la ville, promoteurs immobiliers, bailleur social municipal, représentants d'associations communautaires, résidents du quartier. Les habitants ont été rencontrés grâce au conseil élu de résidents et aux associations du quartier, puis par plusieurs séries de porte-à-porte.

L'article met d'abord en évidence le fait que la participation a des effets concrets mais pas les effets auxquels les promoteurs s'étaient préparés, parce qu'ils n'avaient pas anticipé que les principes mêmes du projet qu'ils pensaient vertueux (établir une communauté socialement mixte) pourraient être contestés. Il souligne la capacité des habitants à se saisir du cadre de participation qui leur est proposé pour interroger les fondements mêmes du projet, tenter de le transformer et retarder sa mise en œuvre dès lors que le sens même du projet n'est pas remis en cause par les autorités. Il est très intéressant d'analyser les différents registres saisis par les habitants pour contester le projet et les différents jeux d'alliance auxquels ils donnent lieu.

Que nous apprennent les comparaisons internationales ?

Je crois beaucoup au potentiel de découvertes des comparaisons internationales. Elles invitent au « pas de côté » qui permet d'aborder différemment nos débats franco-français, par exemple ici sur la question de la participation ou de la mixité sociale. Mais en même temps, elles offrent un miroir susceptible de nous apprendre beaucoup car les différents pays ont accumulé de l'expé-

rience et donc de la réflexion sur l'action, qu'elle soit académique ou pas, qui peut nous être utile, voire nécessaire pour anticiper des effets que nous mettrions nous-même des années à comprendre. Dans un autre ordre d'idée, à l'heure où la vente de logements sociaux va connaître un développement certain en France, s'intéresser à l'expérience anglaise du Right to buy avec ses trente années de recul peut être tout à fait opportun.

Quels enseignements les acteurs pourraient-ils tirer de vos travaux ?

En premier lieu, mon article décentre l'analyse française qui porte sur la mixité sociale dans les quartiers d'habitat social en examinant un projet de rénovation dont les objectifs de diversification de l'habitat et de mixité sociale se retrouvent justement au centre des projets de renouvellement urbain pilotés par les collectivités locales dans le cadre des dispositifs de l'ANRU.

En second lieu, cet article rend compte des effets et des biais potentiels de la participation des habitants au cours de la mise en œuvre des programmes publics. L'inclusion de ces publics est au centre des prérogatives de la politique de la ville française notamment et l'exemple étatsunien permet de relativiser certaines enquêtes qui peuvent « encenser » les principes de développement communautaire américain et les transposer dans le contexte de l'habitat social français sans en rappeler les contextes institutionnels d'expression. L'article s'inscrit ainsi dans une littérature déjà riche en France sur la participation des locataires sociaux et des publics en situation de vulnérabilité à la réalisation des projets urbains.

2019

PRIX SPÉCIAL

LAETITIA OVERNEY

« *Le métier de femmes en HLM. Archives télévisuelles des années 1960* ».
Article publié en 2018 dans la revue en ligne *Images du travail. Travail des images*.



Maîtresse de conférences à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville depuis 2005, la sociologue Laetitia Overney est aussi chercheuse à l'Ipraus-UMR AUSser 3329 Architecture Urbanisme Société. Son travail porte principalement sur les formes d'expressions publiques dans les quartiers populaires et les précarités urbaines. Elle a longuement enquêté sur les prises de parole des habitants dans les cités Hlm en rénovation. Elle mène actuellement une recherche socio-historique sur le rôle des femmes dans les grands ensembles, travail dont est issu l'article « Le métier de femmes en Hlm. Archives télévisuelles des années 1960 », premier article d'une série à paraître.

laetitia.overney@laposte.net



L'article interroge le rôle des femmes dans les grands ensembles de logements sociaux en s'appuyant sur des sources encore peu exploitées, les archives télévisuelles des années 1960. En croisant l'histoire du logement social et l'histoire des femmes, le texte décrypte les liens forts qui relient les femmes aux Hlm.

Parce qu'elles sont encore peu nombreuses à travailler à l'extérieur du domicile, elles passent bien plus de temps que les hommes dans leur appartement et dans les espaces collectifs. Dans les faits, ce sont d'abord les femmes qui habitent les logements sociaux construits en nombre dans l'après-guerre. Que sait-on de leurs usages du logement ? Quels rôles prennent-elles dans la vie collective ? Quelles pratiques et quels savoirs le logement social moderne vient-il mettre en jeu pour les femmes ? Le texte se propose d'explorer les différentes dimensions de ce métier de femmes en Hlm, une expérience qui s'étend bien au-delà du travail ménager.



RÉSUMÉ

Pour ce faire, a été réuni et analysé un corpus de films documentaires, de dix minutes à une heure, conservés par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), et diffusés entre 1959 et 1973. Ces sources sont restituées dans leur contexte de production et de diffusion : les politiques sociales du logement. L'article se concentre particulièrement sur deux habitantes filmées dans la série de 52 minutes *Les femmes... aussi* : l'une se consacre sans relâche au travail domestique tandis que l'autre s'investit dans l'action sociale pour le quartier.

En rendant visibles des actrices de l'habitat bien méconnues, l'article contribue à une histoire des femmes dans le logement social qui reste largement à écrire.

Tout d'abord, il met en lumière la mission sociale et éducative des Hlm. La télévision souligne systématiquement les origines ouvrières des nouvelles locataires. Les grands ensembles constituent un espace de travail domestique inédit pour celles qui viennent tout juste de quitter un logement insalubre sans eau ni commodité et découvrent un nouvel univers spatial et des nouveaux équipements. Ces habitantes doivent apprendre à s'approprier pour la première fois un logement moderne de plusieurs pièces et les éléments de confort. Il leur faut aussi ré-équilibrer les dépenses familiales puisqu'en quittant un appartement vétuste pour un Hlm, la part du budget dédiée au loyer, à l'équipement ménager et mobilier augmente. Les femmes prennent également en charge les relations avec le bailleur Hlm et les institutions de l'État social (Caisse d'Allocations Familiales, Protection Maternelle Infantile, école, Centres sociaux). Elles sont investies par toutes ces structures d'une mission de progrès des modes de vie dans la France des années 1960.

Ensuite, la télévision fait voir les logements sociaux comme des terrains d'émancipation. Si les locataires filmées ne sont pas libérées de l'enfermement domestique, l'accès au confort diminue la pénibilité du travail ménager. En outre, grâce à des femmes militantes, la maison de quartier et l'amicale des locataires engagent des actions revendicatives (coût du loyer, charges, misère économique, expulsion locative), tandis que les associations font sortir les femmes de leur logis, les rassemblent pour rompre l'isolement. Plus formellement, le grand ensemble est un terrain d'emplois féminins. Le métier de femmes en Hlm apparaît sous de multiples facettes puisque les personnages filmés sont lingères à domicile, conseillère ménagère, commerçante, animatrice-militante, médiatrice, ou encore infirmière. Par exemple, les archives nous font découvrir la conseillère ménagère, un métier de femmes au sens commun du terme, c'est-à-dire une activité exercée exclusivement par des femmes dans des espaces spécifiques, les équipements sociaux, pour promouvoir de nouvelles manières d'habiter.



Les documentaires télévisés placent les habitantes sous les projecteurs révélant ainsi leur place centrale dans ces nouvelles habitations. L'article dégage néanmoins un point aveugle : l'absence des femmes immigrées. Au tournant des années 1970, ces ménages accèdent bon an mal an aux cités de transit et aux Hlm mais restent dans l'ombre de la télévision.

En privilégiant les archives audio-visuelles, l'article renouvelle les sources et les approches méthodologiques concernant l'habitat social. Parce qu'elles donnent longuement la parole aux locataires et offrent un contact sensible avec les habitantes et les lieux, ces archives nous aident à mieux connaître de l'intérieur les usages des logements sociaux construits pendant les Trente Glorieuses. Ce travail d'archives exhume le quotidien, la vie matérielle, les pensées, les gestes et les voix des grands ensembles. La télévision des années 1960 est un puissant vecteur de transmission culturelle : au total, ces documents constituent une source primordiale pour l'analyse de la diffusion des savoirs et des pratiques en matière d'habitat.

Plonger dans ces archives permet de mettre au jour une strate oubliée de la mémoire du logement social. Derrière la figure des ménagères filmées dans leur quartier tout neuf, nous voyons se profiler des figures plus contemporaines, des animatrices, des femmes ordinaires qui vivent et travaillent aujourd'hui dans les Hlm. Outils de dialogue avec le présent, ces archives révèlent l'épaisseur historique des pratiques de l'habitat social : l'accompagnement des ménages, la médiation pour améliorer les relations avec le voisinage et avec le bailleur, la conjugaison logements/équipements publics, l'organisation collective des locataires, autant de pratiques qui se sont forgées au cœur des années 1960. C'est une manière de voir le logement et les locataires d'aujourd'hui sous un autre jour.

Entretien avec Laetitia Overney

Pourquoi avoir travaillé sur le rôle des femmes dans les grands ensembles des années 1960-1970 ?

C'est après avoir travaillé pour ma thèse sur la rénovation urbaine du quartier lyonnais de La Duchère, que je me suis intéressée au « métier de femmes » en Hlm dans les années 1960. J'étudiais la façon dont les habitants se mobilisaient autour de cette opération et des problèmes qu'elle générait.

Au travers de plusieurs années d'observations, j'ai constaté que dans les collectifs d'habitants, on retrouvait le plus souvent les femmes en première ligne pour interroger les finalités des actions de renouvellement urbain et notamment les démolitions et la mixité sociale. Les locataires de la Duchère rencontrés à l'occasion de ma recherche étant pour beaucoup installés dans leur logement depuis les années 1960, c'est cette



période que j'ai choisie. Une période qui voit le logement insalubre reculer et les grands ensembles équipés du confort moderne se multiplier. Pour visiter cette période j'ai eu l'idée d'appuyer ma recherche sur les archives télévisuelles de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) encore peu exploitées.

Comment avez-vous travaillé et que mettez-vous en évidence ?

J'ai retenu un corpus de 26 documents de l'ORTF entre 1959 et 1973 pendant la période phare de la construction des grands ensembles. La télévision traite très fréquemment du logement, réunit des plateaux, fabrique et diffuse de très nombreux documentaires. Les femmes s'y expriment abondamment et j'ai pris soin de les visionner d'abord en coupant le son afin d'être plus attentive à la gestuelle et aux expressions des visages. Pour cet article, je me suis surtout appuyée sur deux documentaires de 52 minutes de la série *Les femmes... aussi* qui dressaient les portraits de deux femmes à Nanterre et Marseille.

Ces femmes ont été les premières habitantes du logement social nouvellement édifié en France, elles l'ont largement investi car elles y passent, plus que les hommes, la plupart de leur temps. J'ai voulu mettre en lumière, ce lien non su, entre les femmes et le logement social et essayer de comprendre la nature de ce lien. Le logement Hlm des années 60 a une vocation sociale et éducative, cette mission incombe aux femmes et repose sur elles. La télévision relaie puissamment ce message. L'autre idée forte qui se dégage de ces documentaires est que les cités Hlm ont été des espaces d'émancipation pour les femmes.

Quels enseignements votre article est-il susceptible d'apporter aux acteurs et aux chercheurs ?

La question du genre est de plus en plus présente dans la littérature scientifique sur le logement, l'habitat, la ville, mais elle est encore ignorée d'une partie du monde des acteurs, même si des collectivités telles que la ville de Paris où a eu lieu le Congrès Hlm 2019 a publié un guide méthodologique référentiel « genre et espace public ». Mais dans ces démarches, on interroge surtout l'espace public et encore peu l'habitat et le logement. Mon article est aussi une invitation à poursuivre le travail sur la situation d'aujourd'hui dans un contexte très différent notamment du fait que les quartiers Hlm comptent de nombreuses femmes seules avec des enfants, ce qui constitue un changement radical. A quels rôles et quelles fonctions sont-elles assignées ? Comment et dans quelles conditions s'investissent-elles dans la cité ? L'espace de la cité d'habitat social est-il encore cet espace d'émancipation pour les femmes ? Que montrent et révèlent les documentaires actuels sur ces femmes ? Pour la période que j'ai étudiée, ce qui m'intéresserait également c'est de pouvoir croiser les données des documents télévisuels des années 1960 avec les archives qu'auraient pu conserver les bailleurs sur cette époque.

Retrouvez les thèses et articles lauréats des années précédentes
sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat :

<https://www.union-habitat.org/centre-de-ressources>

“Dossier Prix USH/CDC de la recherche sur l'habitat social”

Conception et coordination

Direction de la communication de l'Union sociale pour l'habitat (Dominique Belargent), Banque des Territoires (Guillaume Gilquin et Yannick Kirchhof) et Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts (Isabelle Laudier et Thomas Audou)

Rédaction

Dominique Belargent (l'Union sociale pour l'habitat) et Yoan Miot (Ecole d'Urbanisme de Paris, Laboratoire LATTIS-UMR 8134)

Création graphique et réalisation

Alice Grapinet (l'Union sociale pour l'habitat) et 62Avenue - Impression : DEJALINK - Stains - Avril 2020



Créé en 2014, le **prix de la recherche sur l'habitat social** (prix de thèse une année, prix de l'article scientifique l'année suivante) est décerné par l'Union sociale pour l'habitat et le groupe Caisse des Dépôts.

Le prix de l'article scientifique sur l'habitat social récompense les meilleurs articles scientifiques, publiés par de jeunes chercheurs, qui contribuent à éclairer les enjeux de ce secteur.

Le prix est soutenu par le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Plan urbanisme construction architecture ainsi que le Réseau recherche habitat logement.

Prix attribué par



Institut pour
la recherche



BANQUE des
TERRITOIRES



Avec le soutien de

